

Distribution: limitée

CCD-II/93/DOC.5
Paris, 22 juin 1993
Original: français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

**COMMISSION MONDIALE
DE LA CULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT**

DEUXIÈME RÉUNION
(Stockholm, Suède, 28 juin au 2 juillet 1993)

Deuxième partie

Réunion de travail de la Commission
(30 juin au 2 juillet 1993)

Fundação Cuidar o Futuro

CULTURES, ENVIRONNEMENTS ET STYLES DE DÉVELOPPEMENT

PAR IGNACY SACHS



CULTURES, ENVIRONNEMENTS ET STYLES DE DÉVELOPPEMENT

Ignacy Sachs

Dans sa présentation des objectifs et enjeux de la Commission mondiale de la Culture et du Développement son Président, Monsieur Javier Perez de Cuellar, a souligné qu'un autre développement ne saurait s'affirmer que si "en amont et en aval des politiques, les attitudes et les styles de vie se modifient en profondeur -ce qui exige de véritables mutations culturelles" (Le Monde, 12 décembre 1992).

Cet "autre développement", comme l'a montré le Sommet de la Terre, se doit d'harmoniser les objectifs sociaux, écologiques et économiques, et se guider par le double postulat éthique de la solidarité synchronique avec la génération présente et de solidarité diachronique avec les générations futures. En effet, la finalité du développement est toujours sociale. Notre connaissance actuelle des défis climatiques qui menacent la planète nous oblige à respecter des contraintes écologiques. Quant à l'efficacité économique, mesurée à l'aune sociale, elle relève de l'instrumental pour grande que soit son importance.

Ces trois critères du développement "durable"¹ peuvent être complétés par ceux de l'acceptabilité culturelle des solutions proposées et d'équilibre spatial, les mêmes activités humaines ayant des impacts sociaux et écologiques très différents selon leur localisation.

¹ Au lendemain de Stockholm, nous parlions d'écodéveloppement. Ce terme fut par la suite remplacé par celui de développement durable pour des raisons qui relèvent de mode sémantique plutôt que de modifications des contenus. A mesure que nous nous rendons compte de la multidimensionnalité du concept du développement, ce mot est qualifié d'épithètes de plus en plus nombreuses: développement durable, centré sur l'homme, économique, social, culturel. Il serait grand temps de couper tous ces adjectifs et revenir au seul terme de développement convenablement défini.

Au plan opérationnel, nous devons identifier les leviers de commande et les lieux d'harmonisation de tous ces critères. Nous distinguerons deux niveaux: celui de la demande sociale et celui de la production de l'offre. Par style de développement nous entendrons un choix cohérent opéré à ces deux niveaux.

→ La modification de la demande sociale constitue sans aucun doute l'enjeu le plus difficile, et, en même temps, le plus performant du jeu de l'harmonisation. Elle renvoie à la notion de styles de vie et de consommation et de ce fait à la variable culturelle au sens le plus large de ce terme, englobant les échelles de valeur, le poids vivant des modèles culturels hérités du passé, les effets de démonstration souvent néfastes, les modèles culturels d'utilisation des temps sociaux, enfin, les modèles de consommation des biens et des services obtenus à travers le marché ou auto-produits. N'oublions pas que l'économie réelle comprend un vaste volet d'économie domestique hors marché, pour la plupart des cas négligé par les économistes, bien qu'il corresponde environ à la moitié du temps de travail global dans nos sociétés, y compris dans les pays industrialisés².

Les modèles de surconsommation matérielle des pays du Nord demandent à être modifiés pour que le Nord réduise son emprise sur l'espaces écologique limitée de notre planète au profit du Sud qui en a absolument besoin pour accéder à des niveaux de consommation satisfaisants. La question se complique du fait qu'il existe un Nord dans le Sud (les élites qui imitent les styles de vie et de consommation des élites du Nord) et, de plus en plus, un Sud dans le Nord (le quart-monde, les minorités discriminées, les nouveaux pauvres condamnés au chômage structurel de longue durée). Mais pour l'essentiel, les habitants des pays nantis se doivent de répondre à la question: combien c'est assez? *"to do with less"*

Sans postuler un ascétisme qui ne serait pas de mise et n'aurait aucune chance politique de se voir accepté, il est néanmoins important de poser

² Bien entendu, nous y incluons le temps du travail ménager des femmes. Dans certains pays du Sud, le temps passé à des activités économiques non-marchandes peut être encore plus élevé. Il ne faut pas cependant confondre l'économie domestique hors marché avec les activités marchandes dites "informelles". L'économie réelle se compose d'un ensemble bariolé de marchés du travail et des biens et des services allant du blanc au noir teint de sang, de l'économie hors marché et des interventions multiples, directes ou indirectes, de l'Etat.

cf. "Culturas"
1978

au niveau du débat sociétal et de l'éducation à tous les niveaux la question des limites à la surconsommation. La volonté et la capacité de l'auto-limitation, un concept très gandhien, devrait trouver une place dans notre éthique. D'autant plus que des raisons pratiques y poussent aussi. Pour ne prendre qu'un exemple, la surconsommation est à la source de nombreuses maladies dites de civilisation.

Il va de soi que l'auto-limitation de la surconsommation doit aller de pair avec un partage plus équitable des revenus et du patrimoine, ce qui suppose aussi un partage équitable du travail au fur et à mesure que celui-ci se fait de plus en plus rare dans les économies dont la productivité ne cesse de croître.

Il ne faut pas mettre en cause les progrès de la productivité, mais les usages que nous en faisons. Les sociétés industrielles doivent apprendre à gérer la productivité croissante en arbitrant entre l'augmentation du produit et la réduction du temps de travail, tout en veillant à ce que celui-ci soit équitablement réparti. Ces arbitrages ne sauraient être laissés au libre jeu des forces du marché. Ils demandent un cadre institutionnel qui rejette les deux solutions extrêmes: l'utopie néo-libérale³ et l'économie de commande et se situe de ce fait dans le champ des économies mixtes. Ce dernier concept est banal, au niveau purement descriptif. Par contre, il renvoie à une problématique complexe dès qu'il s'agit de trouver des formes démocratiques de régulation des économies mixtes, ce qui demande un réexamen du rapport entre les différentes formes du public et du privé; du social, de l'écologique et de l'économique -en particulier la manière dont l'économique s'enchâsse dans le social (Karl Polanyi); enfin des niveaux d'espaces décisionnels du local au planétaire.

La réduction du travail nécessaire à la satisfaction des besoins sociaux va entraîner une tranformation des modèles d'utilisation des temps sociaux. Combien du temps libéré ira aux activités économiques non marchandes? Combien aux activités non économiques et en particulier aux activités ludiques et culturelles au sens étroit de ce dernier terme?

³ Le mot utopie est utilisé ici au sens étymologique du terme. Le modèle libéral intégral n'existe que dans les manuels.

De toute évidence, l'héritage culturel et les valeurs de chaque société influenceront les choix. La question fondamentale est sans doute celle de la place réservée à la civilisation de l'être et celle de l'avoir, une civilisation harmonieuse de l'être présupposant un partage équitable de l'avoir. L'homme ne vit pas que du pain mais il ne saurait vivre sans le pain. A leur tour, les choix de styles de vie contribueront à l'enrichissement de l'éventail de la diversité culturelle du monde.

La diversité culturelle doit être mise en rapport avec la biodiversité. Du siècle des Lumières, nous avons hérité l'utopie scientifique de la domination de la nature par l'homme. L'idée que le progrès passe par le défrichement des forêts remonte à un passé encore plus reculé. Notre nouvelle sensibilité écologique nous oblige à repenser de fond en comble notre rapport à la nature et notre rôle dans la co-évolution. De ce point de vue, l'histoire est à réécrire autour du rapport biodiversité/sociodiversité, écosystèmes/culture⁴.

En termes opérationnels, il nous faut répondre aux questions suivantes:

- quelles marges de manoeuvre pour modifier la demande sociale existent-elles à présent dans les sociétés industrielles?

- comment procéder pour les élargir?

- en termes plus généraux, quels sont les invariants institutionnels et culturels et quelle est la capacité d'adaptation en réponse au changement global?

- quels sont les points concrets d'entrée dans le débat (par exemple: transports en commun contre transports individuels, / modification du modèle de séparation étanche entre les trois âges, / rapports entre l'économie marchande et le hors marché)? /

Quant aux pays du Sud, ils doivent surmonter la tentation de reproduire mimétiquement chez eux les modèles du Nord sans que cela signifie pour autant un repli dans le passé figé et dans le respect inconditionnel des

⁴ Voir annexe 1.

valeurs et des modes de vie traditionnels. Ils ont certainement besoin de se moderniser mais leurs visions de modernité ne doivent pas nécessairement coïncider avec celles des pays du Nord. Il n'est pas question qu'ils se coupent de l'économie mondiale et des progrès de la science et de la technique, sans abdiquer pour autant de leur capacité à être sélectifs dans leurs rapports extérieurs et, en même temps, de leurs droits à demander un accès préférentiel aux marchés mondiaux et au patrimoine scientifique et technique. L'équité dans les rapports internationaux demande à ce que les règles du jeu soient biaisées en faveur des faibles. La légalité formelle entre faibles et forts ne peut au contraire profiter qu'à ces derniers. Ces principes élémentaires étaient à la base de la création de nombreuses institutions du système international, notamment de la CNUCED. Ils sont pourtant relégués aujourd'hui à l'arrière-plan. De même, l'idée généreuse de faire de la science et d'une partie de la technique un patrimoine commun de l'humanité a été complètement abandonnée au profit de la marchandisation de tous les produits de l'esprit humain.

En tout état de cause, la reproduction des modèles du Nord dans leur forme actuelle ne peut se faire au mieux qu'au profit d'une minorité (le Nord dans le Sud). Le prix en est la dualisation croissante des sociétés du Sud, l'apartheid étant l'asymptote à laquelle elles vont tendre si un changement drastique dans leurs styles de développement ne se produit pas dans les décennies à venir. Notre espace écologique limité ne permet pas de songer à une démocratisation à l'échelle planétaire des niveaux de consommation matérielle des pays industrialisés⁵. D'ailleurs, la crise sociale qui s'abat aujourd'hui sur les pays industrialisés remet en question la viabilité intrinsèque des modèles du développement mis en oeuvre dans le Nord.

Hélas, il ne faut pas se leurrer. Quelles que soient ses failles, le modèle de consommation occidentale exerce une fascination sur les populations du Sud, de même que sur celles de l'Europe de l'Est et de l'ex Union Soviétique. Cela ajoute un argument de plus en faveur d'un changement des styles de développement dans le Nord. Comme le dit Gamani Corea,

⁵ Pour que la Chine et l'Inde atteignent le niveau de motorisation privée de l'Europe Occidentale, il faudrait tripler le parc des voitures existant actuellement au monde et aussi la consommation de l'essence!



6 Le vrai défi c'est de produire dans le Nord des modèles qui peuvent être reproduits dans le Sud.

→ Le débat sur les besoins fondamentaux a constitué un pas en avant dans la recherche des solutions originales dans le Sud soumises aux cinq critères de viabilité énumérés plus haut. Il faudra sans doute le reprendre tout en dépassant ses limitations. En effet, il ne faut pas confondre les besoins fondamentaux avec des rations minimales établies par des experts sans égard pour l'énorme variété des cultures et des contextes écologiques, pour la diversité des besoins matériels et non matériels, pour l'ambition de concevoir des stratégies de développement et non pas de simple survie, pour le droit de toutes les sociétés humaines à définir par elles-mêmes leurs besoins et donc pour la nécessité de créer des cadres institutionnels assurant à ces sociétés un rôle actif dans la définition des objectifs du développement et dans leur mise en œuvre.

Si la remise en question des styles de consommation et de vie est essentielle pour le long terme, dans l'immédiat des résultats plus significatifs peuvent être obtenus au niveau de la seconde composante du style de développement -la production de l'offre.

Fundação Cuidar o Futuro

Il faut distinguer trois ensembles de variables. L'harmonisation des critères sociaux, écologiques et économiques se fait par le biais de/choix de techniques, /de rationalisation dans la gestion des ressources/et de substitution entre matières premières (en particulier la promotion des ressources renouvelables)⁶, enfin de choix de localisation. Dans chacun de ces trois domaines, il existe de nombreuses opportunités pour l'action dans le court et moyen terme.

1) Au plan des choix des techniques, la priorité doit aller à celles qui constituent un jeu à somme positive, c'est-à-dire permettent de gagner à la fois sur deux tableaux: le socio-économique et l'environnemental. Le

⁶ Les deux termes "ressources" et "renouvelables" demandent à être précisés. Les ressources n'existent pas en tant que telles dans la nature. Elles sont définies culturellement et donc historiquement. Est ressource tout élément de l'environnement que la société apprend à utiliser en vue de la satisfaction d'un objectif qu'elle se donne. Quant à la renouvelabilité, elle n'est pas automatiquement assurée, loin s'en faut. Une forêt qu'on abat sans replanter est une mine de bois. En revanche, l'aluminium est une ressource renouvelable à concurrence de son recyclage.

débat sur l'environnement et le développement s'est trop centré sur les arbitrages nécessaires entre ces deux objectifs, alors qu'il existe un champ potentiel de synergies qu'il faut élargir à travers un programme intensif de recherches. Plus nous avancerons dans ce domaine, moins les arbitrages seront douloureux.

C'est particulièrement vrai des techniques dites d'agriculture régénérative, de valorisation de la biomasse (en respectant les règles de prudence écologique), de recyclage des matières premières et d'entretien des infrastructures, du parc immobilier, des équipements et du matériel roulant se traduisant par l'économie de l'énergie et la réduction des émissions de nuisances.

La nouvelle offre de progrès technique à base biologique permet de penser à une seconde révolution verte adaptée aux besoins des petits cultivateurs, s'inspirant du savoir-faire traditionnel et des connaissances du milieu contenus dans les cultures locales tout en les combinant avec certaines biotechnologies. La notion de systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie faisant intervenir la polyculture, l'élevage et explorant l'interface terre/eau (pisciculture), est appelée à occuper une place centrale dans la seconde révolution verte. Les systèmes créés par l'homme doivent prendre pour paradigme les écosystèmes naturels. Remarquons qu'il s'agit en réalité d'un retour à la vieille rationalité paysanne mais à un tout autre niveau de la spirale des connaissances.

En parallèle, il faut s'efforcer de transformer les civilisations millénaires du végétal en une civilisation moderne fondée sur l'utilisation énergétique et industrielle (chimie verte) de la biomasse. Une fois de plus, la connaissance des cultures traditionnelles offre des pistes pour la recherche sur la valorisation de la biodiversité.

Pour clôturer cette brève réflexion sur le rôle des techniques, il faut mettre en garde contre les espoirs démesurés fondés sur le pari de Faust. Le progrès technique est un levier très important du progrès socio-économique. Les augmentations de productivité qui en résultent devraient permettre une croissance du produit matériel sans une augmentation correspondante du flux des énergies, des matières premières et des nuisances rejetées dans la biosphère (c'est d'une telle croissance que parle le rapport Brundtland). Mais il ne s'ensuit nullement que les solutions

doivent reposer uniquement sur le "technological fix" et que le progrès technique soit considéré comme une variable indépendante prédéterminant les contenus et les usages de la croissance matérielle. Bien au contraire, son évolution doit être subordonnée aux objectifs que les sociétés se donnent sous forme d'un projet. Le contrôle social sur le développement de la science et de la technique constitue un problème majeur pour tous les pays.

2) De nombreuses économies des pays du Sud mais aussi du Nord se caractérisent à présent par un gaspillage⁷ de l'énergie et des ressources naturelles, allant de pair avec l'incorporation prédatrice du capital de la nature dans le flux des revenus. Nos civilisations se doivent de devenir plus économes et, en même temps, plus respectueuses du capital de la nature. Cela implique au premier chef un changement au niveau des valeurs: comme nous l'avons déjà signalé, la civilisation a été longtemps assimilée à la conquête de la nature par l'homme, au défrichement des forêts, à l'abondance infinie des ressources disponibles. Mais ce changement doit s'accompagner de la mise en oeuvre des programmes pratiques de la lutte contre le gaspillage, d'autant plus intéressants qu'ils sont fortement créateurs d'emplois auto-financés en partie ou intégralement par l'économie de ressources.

Fundação Cuidar o Futuro

3) La gestion rationnelle des ressources renvoie aussi au problème de la substitution, chaque fois que possible, des ressources dont le stock est fini par les énergies et les ressources renouvelables. Dans ce contexte, le débat sur l'avenir des énergies renouvelables mérite d'être poursuivi et amplifié.

4) Enfin, la localisation des activités humaines apparaît comme une dimension incontournable des stratégies du développement. En effet, les coûts sociaux et écologiques de ces activités dépendent beaucoup de leur contexte spatial analysé sous l'angle de la densité démographique et de la capacité de charge des écosystèmes, du rapport villes-campagnes, des distances devant être parcourues par les hommes et par les produits.

⁷ Nous dirons qu'il y a gaspillage chaque fois qu'à un niveau donné de connaissances techniques il est possible de produire le même produit ou service final avec moins de ressources ou de transformer en produit utile les résidus de la production auparavant non utilisés.

L'aménagement du territoire et la programmation des objectifs socio-économiques doivent se faire d'emblée.

Les questions les plus urgentes sont celles liées à l'explosion urbaine et du dépérissement des campagnes. Devons-nous accepter comme inévitable la dérive vers un archipel urbain dans le désert rural? Ou, au contraire, est-il possible à l'aide de la nouvelle donne technique de songer à des configurations villes-campagnes plus équilibrées? Cela impliquerait de créer des emplois ruraux à travers la seconde révolution verte et la décentralisation du tissu industriel. En parallèle, il serait nécessaire d'étendre aux campagnes les services sociaux, éducationnels et culturels⁸ capables de réduire le gouffre civilisationnel qui sépare aujourd'hui les villes (et en particulier les mégalo-poles) des campagnes. La seule télévision ne saurait y suffire.

* *
*

Au terme de cette réflexion sur les styles de développement, quelques idées-force peuvent être dégagées.

La notion de style de développement mérite une attention beaucoup plus grande que celle qui lui a été accordée jusqu'à présent. Elle concerne la Commission Mondiale de la Culture et du Développement dans la mesure où elle fait intervenir très largement la composante culturelle. En effet, le potentiel de développement d'un pays dépend de sa capacité culturelle à se penser et à se doter d'un projet national, de sa capacité politico-administrative de traduire ce projet en actes, enfin de la configuration de son système socio-économique lui donnant une marge plus ou moins grande d'action autonome.

⁸ Les pays dont le niveau général des salaires est bas sont à même de produire à très bon marché certains services sociaux et éducationnels demandant un personnel nombreux et peu d'investissements. D'où leur intérêt à invertir la séquence historique suivie dans les pays aujourd'hui industrialisés et à consacrer une proportion plus grande de leur budget aux services sociaux. Un petit changement dans l'allocation des ressources peut apporter des résultats très significatifs en matière de qualité de la vie.

La transition vers le développement durable implique une modification des styles de développement dans le Nord et dans le Sud qui se traduiront par des trajectoires plurielles enracinées dans la diversité culturelle, respectueuses de la biodiversité et mettant à profit les acquis de la science et des techniques modernes. Ces styles de développement devront respecter le contrat social qui émergera du Sommet de Copenhague en 1995 et le contrat naturel dont les grandes lignes furent définies à Rio en 1992. L'objectif dans les pays du Nord sera de réduire et de mieux répartir la consommation matérielle et le temps de travail marchand au profit d'un temps libéré pour la satisfaction des besoins immatériels et pour l'épanouissement des activités culturelles et ludiques. Dans les pays du Sud, il s'agira d'éviter les dangers du mimétisme en postulant un développement endogène et en même temps ouvert sur le monde extérieur. L'énorme diversité culturelle et biologique des pays du Sud crée des conditions favorables à l'invention des futurs qui ne tomberont pas dans l'ornière des civilisations de surconsommation du Nord. Ces pays seront donc confrontés eux aussi au double défi de l'interprétation créatrice de leurs cultures et de la production d'une nouvelle culture informée par des visions plurielles de la modernité.

Fundação Cuidar o Futuro

Il nous semble que cette problématique devrait trouver sa place dans les travaux de la Commission et dans le contrat culturel qu'elle se propose d'élaborer.

Pour une histoire écologique de l'humanité

Parmi les nombreuses définitions de la culture réunies par Kroeber et Kluckhohn, il en est (notamment celle de Boas) qui mettent l'accent sur le rapport entre cultures et environnements. La culture y apparaît comme un médiateur entre les sociétés humaines et la nature - nous dirions aujourd'hui l'environnement naturel. La culture, c'est ce qui civilise et humanise le milieu naturel, tout en le transformant en un ensemble de ressources. Le concept même de ressource est culturel et historique, il dépend des connaissances sur le milieu acquises par les sociétés humaines. En quelque sorte, le développement se définit en termes d'ingéniosité à transformer en ressources utiles des fragments du milieu naturel, ce que rend bien le mot anglais "resourcefulness". Nous avons ainsi à faire à une double histoire entrelacée: une histoire naturelle faisant intervenir la très longue durée et une histoire humaine qui modifie de plus en plus fortement l'histoire naturelle. Tel est du moins le point de vue de Botkin, représentant de la nouvelle pensée écologique.

Comment se passe cette co-évolution? Comment les générations successives sont-elles parvenues à se nourrir, à se loger, à s'habiller, à produire l'énergie nécessaire à la survie puis à l'essor de la civilisation matérielle en surmontant les contraintes de leur milieu naturel, en identifiant ses potentialités et en forgeant les techniques nécessaires? Quel en a été le prix en termes de coûts sociaux et écologiques? Dans quelles conditions la croissance sans destruction devient-elle possible?

Chaque génération se doit de procéder à une relecture du passé à la lumière de ses sensibilités nouvelles si elle veut mettre à profit l'expérience historique pour définir ses projets d'avenir. Après le Sommet de la Terre, nous avons besoin d'une histoire socio-écologique de l'humanité axée autour du rapport biodiversité/sociodiversité, ce qui implique une exploration systématique de la grille écosystèmes/cultures en évaluant les différentes solutions à l'aune du triple critère de leur pertinence sociale, de leur prudence écologique et de leur efficacité économique.

Lue dans un sens, la grille écosystèmes/cultures met en évidence la diversité des cultures nées au contact d'un même écosystème, par exemple de la forêt tropicale humide en Amazonie mais aussi en Asie et en Afrique. Le fait de mettre hors de la parenthèse l'écosystème (puisqu'il est commun à l'ensemble des cultures comparées) permet de se concentrer sur les variables culturelles et institutionnelles. Lue dans l'autre sens, cette grille permet d'étudier les invariants et l'adaptabilité d'une même culture aux différents milieux naturels (par exemple la civilisation arabe de l'Atlantique à l'Océan Indien).

Il serait souhaitable qu'en renouant avec sa tradition de grands projets culturels l'UNESCO prenne sur elle la publication d'une série de recueils d'études intitulée développements, environnements, cultures procédant à la relecture suggérée ci-dessus, chaque volume prenant pour sujet une grande zone écoclimatique (tropique humide, zones arides, etc.). Un tel travail ne demande pas de recherches originales au vu de l'abondance des sources anthropologiques, géographiques et historiques. Il s'agit bien d'une relecture au sens exact du terme et de l'élaboration d'une synthèse pour le grand public. L'utilité pédagogique de tels ouvrages est évidente au moment où il faut songer à préparer les générations futures à assumer la coévolution alors que la culture moderne actuelle repose sur l'idée de la domination de la nature par l'homme.

